

4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 et l'article 79 bis, insérés par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du 3 février 1994 de la Commission communautaire française portant délégation de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par les arrêtés des 16 juillet 1994, 15 septembre 1994, 22 décembre 1994, 13 avril 1995 et du 18 décembre 1997;

Vu l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par les arrêtés des 4 juillet 1996 et 11 décembre 1997;

Vu l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu les protocoles 97/29 du 23 décembre 1997, 98/16 du 9 juillet 1998 et 99/2 du 11 février 1999 du Comité de secteur XV Commission communautaire française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 28 avril 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 14 mai 1998;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française, le 17 juillet 1998, sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Arrête :

CHAPITRE I. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE II. — Modification à l'arrêté du 3 février 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant délégation de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant des services du Collège de la Commission communautaire française

Art. 2. A l'article 1^{er}, de l'arrêté du 3 février 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant délégation de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant des services du Collège de la Commission communautaire française, sont apportées les modifications suivantes :

- 1) aux 2^o, 4^o, 5^o et 11^o, les mots « agents des niveaux 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « agents des niveaux 2+, 2 et 3 »;
- 2) au 7^o, les mots « agents des niveaux 1, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « agents des niveaux 1, 2+, 2 et 3 ».

CHAPITRE III - Modification à l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Art. 3. A l'article 3, de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, la mention suivante est insérée :

« - arrêté relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel : l'arrêté du 25 février 1999 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française. »

Art. 4. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires sont nommés à des grades répartis hiérarchiquement en quatre niveaux et en rangs fixés par arrêté du Collège.

Les quatre niveaux correspondant aux niveaux d'enseignement requis mentionnés en regard sont les suivants :

- niveau 1 : enseignement universitaire et enseignement supérieur de type long assimilé au niveau universitaire;
- niveau 2+ : enseignement supérieur de type court;
- niveau 2 : enseignement secondaire supérieur;
- niveau 3 : aucun diplôme ou certificat. »

Art. 5. A l'article 18, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

- 1) le § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o, est abrogé;
- 2) le § 1^{er}, alinéa 3 est abrogé;
- 3) au § 2, les mots « 4^o et » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 31, § 4, du même arrêté, les mots « directeur de formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information ».

Art. 7. A l'article 32, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1) à l'alinéa 1^{er}, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information »;

2) aux alinéas 2, 3 et 4, les mots « agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « agents des niveaux 2+, 2 et 3 ».

Art. 8. A l'article 35, alinéas 1 et 2, du même arrêté, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information ».

Art. 9. A l'article 36, § 2, du même arrêté, les mots « pour les niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « pour les niveaux 2+, 2 et 3. »

Art. 10. A l'article 37 du même arrêté, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information ».

Art. 11. A l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information ».

Art. 12. A l'article 39, § 1^{er}, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information ».

Art. 13. A l'article 40, § 2, les mots « directeur de la formation » sont remplacés par les mots « responsable de la formation et de l'information ».

Art. 14. A l'article 41, du même arrêté, les mots « des niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des niveaux 2+, 2 et 3. »

Art. 15. Les articles 49 à 52 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 49. Le Collège nomme un conseiller-chef de service qui est chargé des fonctions de responsable de la formation et de l'information.

Art. 50. Préalablement à sa nomination, le responsable de la formation et de l'information doit obtenir un brevet d'aptitude, lequel est délivré à l'issue d'une période de formation dont les modalités sont fixées par le Collège.

Peuvent participer à la période de formation, les candidats retenus par le Conseil de direction parmi les fonctionnaires visés à l'article 49 et qui ont obtenu la mention d'évaluation globale « positive ».

Six candidats au plus suivent la formation visée à l'alinéa précédent.

Les candidats dont la participation à la période de formation a été refusée, peuvent introduire dans les 15 jours ouvrables de la notification de la décision un recours devant la Commission des stages visée à l'article 40, § 1^{er}. Celle-ci statue dans les quinze jours ouvrables.

Art. 51. Le responsable de la formation et de l'information exerce exclusivement toute mission ayant trait à la formation et à l'information.

Sans préjudice de se voir confier d'autres missions relatives à ces matières, il est chargé :

1. de mettre en œuvre les programmes d'accueil;
2. de guider et de contrôler les stagiaires;
3. d'établir le plan de formation pluriannuel;
4. d'organiser les formations prescrites pour la promotion aux rangs 25, 22 et 35;
5. d'organiser les formations des fonctionnaires qui seront amenés à établir la proposition de mention globale provisoire et la mention d'évaluation globale, conformément à l'annexe II du présent arrêté;
6. d'organiser les formations nécessaires au perfectionnement des fonctionnaires;
7. d'organiser les formations nécessaires aux concours d'accession;
8. d'établir les propositions de désignation des assesseurs de la Commission d'évaluation de l'acquis;
9. d'établir un plan stratégique de communication interne et externe.

Le plan de formation pluriannuel est soumis à une négociation syndicale.

Art. 52. A titre transitoire, le fonctionnaire faisant l'objet de la première désignation en qualité de responsable de la formation et de l'information à dater de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, est dispensé du brevet d'aptitude visé à l'article 50 pendant une période de cinq ans prenant cours à sa désignation.

Le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} est d'office retenu par le Conseil de direction pour participer à la première formation organisée visée à l'article 50.

Si le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} obtient le brevet d'aptitude visé à l'article 50, il est nommé responsable de la formation et de l'information.

Si, à l'issue d'une période de cinq ans prenant cours dès l'entrée en vigueur de l'arrêté du Collège organisant le brevet d'aptitude visé à l'article 50, le fonctionnaire visé à l'alinéa 1^{er} ne l'obtient pas, sa mission prend fin dès la nomination, en application des dispositions de l'article 49, du responsable de la formation et de l'information ».

Art. 16. L'article 54, § 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. La promotion par avancement de grade peut être subordonnée à la réussite d'une formation ».

Art. 17. A l'article 55, du même arrêté, sont apportés les modifications suivantes :

1) au § 1^{er}, les mots « les examens d'avancement de grade et » sont supprimés;

2) sont insérés un § 3 et un § 4, rédigés comme suit :

« § 3. Le service de la formation des services du Collège organise ce qui a trait à la réussite d'une formation pour la promotion par avancement de grade ou selon les règles de la carrière plane ».

« § 4. Le Collège fixe les modalités de la réussite des formations requises pour la promotion par avancement de grade ou selon les règles de la carrière plane lorsque celle-ci est exigée pour l'accès à certains grades. »

Art. 18. L'article 58, du même arrêté, est abrogé.

Art. 19. A l'article 59, du même arrêté, les mots « aux articles 57 et 58 » sont remplacés par les mots « à l'article 57 ».

Art. 20. L'article 60, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 60. Aux conditions fixées par le Collège, les emplois de rang 16 sont attribués par mandat à un fonctionnaire de niveau 1 qui a reçu la mention d'évaluation globale « positive », pour une durée de 5 ans. »

Art. 21. A l'article 61, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « à un examen d'avancement de grade ou » sont supprimés.

Art. 22. A l'article 62, alinéa 3, du même arrêté, les mots « des niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des niveaux 2+, 2 et 3. »

Art. 23. A l'article 63, alinéa 4, du même arrêté, les mots « des niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des niveaux 2+, 2 et 3. »

Art. 24. A l'article 64, alinéa 2, du même arrêté, les mots « des niveaux 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « des niveaux 2+, 2 et 3. »

Art. 25. Les articles 78 à 86 composant la « Partie X - De l'évaluation », du même arrêté, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Partie X - De l'évaluation.

Art. 78. L'évaluation a pour objet d'assurer la qualité du service public et d'informer l'administration sur la valeur du fonctionnaire. Elle permet à celui-ci de faire le point sur son évolution professionnelle. Elle revêt un caractère obligatoire pour tout fonctionnaire.

Art. 79, § 1^{er}. L'évaluation est notifiée personnellement au moins une fois tous les deux ans et au moins un an après une promotion ou une nouvelle nomination.

§ 2. Lorsque la mention d'évaluation globale « positive » est attribuée, l'administration confirme la notification de la mention déjà existante.

§ 3. En cas d'attribution de la mention d'évaluation globale « moyenne », à la demande de l'agent, il peut être procédé à une nouvelle évaluation un an après l'attribution de ladite mention.

§ 4. En cas d'attribution de la mention d'évaluation globale « réservée », il peut être procédé, à la demande de l'agent ou de son supérieur hiérarchique immédiat, à une nouvelle évaluation un an après l'attribution de ladite mention.

§ 5. En cas d'attribution de la mention d'évaluation globale « négative », il est procédé d'office à une nouvelle évaluation un an après l'attribution de ladite mention.

§ 6. En cas d'attribution de la mention d'évaluation globale « négative », le Conseil de direction propose une formation spécifique et examine les possibilités de changer de fonction. Avant toute décision, le Conseil de Direction entend le fonctionnaire faisant l'objet d'une mention d'évaluation globale « négative ».

§ 7. En cas d'octroi consécutif de deux mentions d'évaluation globale « négative », le Collège peut décider de la cessation définitive de fonction par la constatation de l'inaptitude professionnelle.

Art. 80, § 1^{er}. L'évaluation est établie collégalement par deux supérieurs hiérarchiques.

§ 2. Pour les niveaux 2 et 3, l'un est le supérieur hiérarchique immédiat revêtu d'un grade du rang 24 au moins; l'autre est le supérieur hiérarchique immédiat de niveau 1 dont dépend le fonctionnaire selon l'annexe II du présent arrêté.

§ 3. Pour les niveaux 1 et 2+, il s'agit de deux fonctionnaires de niveau 1 : le supérieur hiérarchique immédiat et le conseiller-chef de service ou le fonctionnaire responsable de la direction d'administration dont dépend le fonctionnaire selon l'annexe II du présent arrêté.

Art. 81, § 1^{er}. Pour chaque critère, le fonctionnaire se voit attribuer l'une des quatre mentions d'évaluation suivantes :

1. positive;
2. moyenne;
3. réservée;
4. négative;

§ 2. L'attribution de la mention d'évaluation globale s'effectue en fonction de la majorité des critères figurant à l'annexe I du présent arrêté. En cas d'égalité, le Conseil de direction déterminera la mention d'évaluation globale.

§ 3. En l'absence à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté de toute mention, le fonctionnaire est considéré comme bénéficiant de la mention d'évaluation globale « positive », avec effet au plus tôt au 1^{er} janvier 1995.

§ 4. Les mentions de signalement attribuées antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté en vertu d'un autre système d'évaluation sont transposées dans le nouveau système et notifiées au fonctionnaire concerné.

Art. 82. Un entretien entre les évaluateurs et l'évalué est préalable à l'évaluation.

Cet entretien est réalisé, pour les fonctionnaires des niveaux 2 et 3, par ceux visés à l'article 80, § 2, et pour ceux des niveaux 1 et 2+, par les fonctionnaires visés à l'article 80, § 3.

Le rapport de l'entretien d'évaluation est communiqué au fonctionnaire. Celui-ci peut consigner ses commentaires dans les 15 jours ouvrables de la communication dudit rapport et les transmettre à ses évaluateurs.

La mention globale provisoire est proposée par les évaluateurs au Conseil de direction.

Le Conseil de direction attribue la mention globale finale après avoir entendu le fonctionnaire si celui-ci le demande et la notifie.

Art. 83. § 1^{er}. Si le fonctionnaire ne peut marquer son accord sur la mention d'évaluation globale moyenne qui lui est notifiée, il a un droit de recours quant au fond auprès du Conseil de direction qui statue dans les deux mois de sa saisine.

Le fonctionnaire a le droit d'être entendu et d'être assisté par la personne de son choix.

Les membres du Conseil de direction ne peuvent ni délibérer ni prendre part au vote lorsqu'ils sont intervenus à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation du fonctionnaire. Le fonctionnaire a également dans les 15 jours ouvrables de la notification un droit de recours quant à la forme auprès de la Commission de recours en matière d'évaluation.

§ 2. Si le fonctionnaire ne peut marquer son accord sur la mention d'évaluation globale réservée ou négative qui lui est notifiée, il peut saisir dans les 15 jours ouvrables de la notification la Commission de recours en matière d'évaluation.

Le fonctionnaire comparaît en personne et peut faire valoir ses observations; il peut se faire assister par la personne de son choix. Le recours est suspensif.

La Commission de recours en matière d'évaluation est commune aux services du Collège et aux organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française. Elle se compose paritairement :

1° d'au moins six fonctionnaires, de rang 13 au moins, désignés par le Collège;

2° d'un nombre égal de membres désignés par les organisations syndicales représentatives à raison de deux membres par organisation.

Les membres de la Commission de recours d'évaluation ne peuvent ni délibérer ni prendre part au vote lorsqu'ils sont intervenus à un titre quelconque dans la procédure d'évaluation du fonctionnaire.

La Commission statue dans le mois de la saisine. Sa décision est sans appel.

La Commission fixe son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Collège.

Art. 84. Le dossier individuel d'évaluation contient :

1° une fiche d'identification (nom, prénom, adresse);

2° une fiche de carrière (déroulement de la carrière administrative);

3° une fiche de formation;

4° une fiche individuelle qui reprend les faits ou constatations relatifs à l'exercice de la fonction, consignés par les supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation et dûment visés ou annotés par le fonctionnaire concerné;

5° la description de la fonction exercée par le fonctionnaire;

6° le rapport synthétique de l'entretien d'évaluation;

7° le bulletin d'évaluation.

Le fonctionnaire peut, au 1^{er} janvier de chaque année, demander aux supérieurs hiérarchiques compétents pour l'évaluation de modifier la description de la fonction qu'il exerce.

Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique fixe le modèle des éléments du dossier individuel d'évaluation visés à l'alinéa premier.

Art. 85. Le dossier individuel d'évaluation visé à l'article 84 est conservé au service du personnel qui est tenu à la confidentialité quant à son contenu. Une copie des fiches d'identification, de carrière, de formation ainsi que de l'analyse de la fonction exercée par le fonctionnaire est transmise au service de la formation et de l'information.

Le service de la formation et de l'information est informé des propositions de formation spécifique visées à l'article 79, § 6.

Art. 86. Par dérogation aux articles 79 à 85, l'évaluation des fonctionnaires revêtus d'un grade de rang 15 ou 16 est réalisée selon une procédure spécifique fixée par le Collège. »

Art. 26. A l'article 87, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Pour l'application des dispositions réglementaires qui se fondent sur l'ancienneté, l'ordre de préférence entre fonctionnaires dont l'ancienneté doit être comparée, s'établit de la façon suivante :

1° le fonctionnaire dont l'ancienneté de rang est la plus grande;

2° à égalité d'ancienneté de rang, le fonctionnaire dont l'ancienneté de grade est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de rang et de grade, le fonctionnaire dont l'ancienneté de service est la plus grande;

4° à égalité d'ancienneté de rang, de grade et de service, le fonctionnaire le plus âgé ».

2° au § 2, les mots « l'ancienneté de grade, » sont insérés entre les mots « rang » et « l'ancienneté ».

Art. 27. A l'article 88 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° aux § § 1^{er} et 2, les mots « de rang » sont insérés entre les mots « ancienneté » et « de ».

2° au § 1^{er}, un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré :

« Pour ce qui concerne l'interruption volontaire, l'interruption dans le temps doit être d'une durée d'un jour au moins ».

Art. 28. A l'article 89, du même arrêté, un alinéa 2 rédigé comme suit est inséré :

« Pour ce qui concerne les prestations partielles, le calcul de l'ancienneté se fait au prorata des prestations effectuées ».

Art. 29. A l'article 90, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Sont réputés effectifs, les services rendus dans une position administrative qui, de par les dispositions applicables, garantissent un traitement d'activité ou à défaut, la conservation des titres à l'avancement de traitement ».

2° l'alinéa 2 est complété par les mots suivants :

« et d'une durée d'un jour au moins ».

Art. 30. A l'article 98, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, les mots « de niveau 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « de niveaux 2+, 2 et 3 »;

2° à l'alinéa 3, les mots « par le règlement du personnel » sont remplacés par les mots « par l'arrêté relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel. »

Art. 31. A l'article 99, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « par le règlement du personnel » sont remplacés par les mots « par l'arrêté relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel. ».

Art. 32. A l'article 100, du même arrêté, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « à ».

Art. 33. L'article 101, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art.101 : le fonctionnaire à charge duquel une sanction disciplinaire autre que le blâme est définitivement proposée, peut introduire un recours dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la notification contre cette proposition auprès de la Chambre de recours qui émet un avis motivé préalable à toute décision de l'autorité compétente pour infliger la sanction ».

Art. 34. A l'article 110, du même arrêté, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « celle-ci ».

Art. 35. A l'article 126, du même arrêté, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « à ».

Art. 36. A l'article 129, §1^{er}, du même arrêté, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « avant ».

Art. 37. A l'article 132, §1^{er}, alinéa 2, du même arrêté, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « de ».

Art. 38. A l'article 135, alinéa 4, du même arrêté, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « à ».

Art. 39. Il est inséré un article 148 bis libellé comme suit :

« Art. 148bis. Les fonctionnaires transférés de la Province de Brabant conservent à titre individuel le bénéfice et la jouissance des congés, autres que réguliers, dont ils bénéficiaient, par voie réglementaire, au 31 décembre 1994.

Les susdits congés seront annuellement additionnés et ajoutés aux congés réguliers de chaque fonctionnaire concerné. Ils seront pris aux mêmes titres et conditions.

Art. 40. A l'article 161, du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « l'évaluation négative visée à l'article 81 » sont remplacés par les mots « la mention d'évaluation globale « négative » visée à l'article 81 »;

2° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « devant la chambre de recours visée à l'article 117 » sont remplacés par les mots « devant la Commission de recours en matière d'évaluation visée à l'article 83 »;

3° au § 2, alinéa 2, le mot « ouvrables » est inséré entre les mots « jours » et « de ».

Art. 41. L'annexe I - Bulletin d'évaluation, du même arrêté, est remplacée par l'annexe I du présent arrêté.

L'annexe II du présent arrêté est insérée en annexe II - supérieurs hiérarchiques compétents en matière d'évaluation - au même arrêté.

CHAPITRE IV. — Modification à l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française

Art. 42. L'article 3, de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, est complété par l'alinéa suivant :

« La situation pécuniaire de chaque membre du personnel est arrêtée sur une fiche de traitements et de carrière pécuniaire établie conformément au modèle fixé à l'annexe III du présent arrêté et signée par le Président du Collège et par le Membre du Collège chargé de la Fonction publique ».

Art. 43. A l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, les mots « est doté d'une échelle reprise » sont remplacés par les mots « est doté d'une ou de plusieurs échelles reprises ».

Art. 44. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de l'un des cinq niveaux désignés par les chiffres 1, 2+, 2, 3 et 4 » sont remplacés par les mots « de l'un des quatre niveaux désignés par les chiffres 1, 2+, 2 et 3 ».

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les échelles des niveaux 3, 2 et 2+ appartiennent au groupe A; les échelles du niveau 1 appartiennent au groupe B. »

Art. 45. A l'article 15, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° aux alinéas 3 et 5, le mot « complètes » est supprimé.

2° à l'alinéa 4 les mots « et comportant des prestations complètes » sont supprimés.

3° à l'alinéa 6 les mots « qui ont été prestés à temps plein » sont supprimés.

4° à l'alinéa 7, les mots « comme complètes » sont supprimés.

Art. 46. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'attribution de la mention d'évaluation globale « négative » bloque l'octroi de toute augmentation intercalaire dans l'échelle de traitement du fonctionnaire concerné, jusqu'à l'attribution de la mention d'évaluation globale suivante. »

Art. 47. L'annexe II - Echelles spéciales, du même arrêté, est remplacée par l'annexe III du présent arrêté.

L'annexe IV du présent arrêté constitue l'annexe III - fiche de traitements et de carrière - du même arrêté.

CHAPITRE V. — *Modification à l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française*

Art. 48. L'article 5, alinéa 3, de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi correspondant à un grade classé dans le rang 20 est réservée au fonctionnaire titulaire du grade le plus élevé dans le niveau 3 classé dans un rang supérieur au rang 30. »

Art. 49. L'article 9, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par l'alinéa suivant :

« La désignation dans les emplois de niveaux 2+, 2 et 3 est faite par le Membre du Collège chargé de la Fonction publique ou par le Fonctionnaire dirigeant délégué à cet effet, après avis motivé du Conseil de direction, sur proposition du chef de service dont relève l'intéressé. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 50. Sont abrogés :

1. L'arrêté du 17 juillet 1991 du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives au personnel des Services du Collège de la Commission communautaire française;

2. L'arrêté du 9 mai 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives à certains membres du personnel des Services du Collège de la Commission communautaire française nommés à titre définitif à la date du 31 décembre 1994;

3. L'arrêté du 9 mai 1995 du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française transféré à la Commission communautaire française, à l'exception des articles 1 à 5;

4. L'arrêté du 9 mai 1995 du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Commission communautaire française, à l'exception des articles 1 à 5.

Art. 51. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998, à l'exception des articles et 42, 45 et 47, alinéa 2, qui produisent leurs effets à la date du 1^{er} janvier 1995 et des articles 26 à 29 qui produisent leurs effets à la date du 1^{er} juin 1995.

Art. 52. Le Membre du Collège chargé de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 mars 1999.

Par le Collège,

H. HASQUIN,

Président du Collège

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

Annexe I à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables
aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Annexe I de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

« CRITERES D'EVALUATION

NIVEAUX CRITERES	3 ET 2 (autres que rangs 35 ou 25)	3 ET 2 DE RANG 35 OU 25	2+	1
qualité du travail	X	X	X	X
volume de travail	X	X	X	X
motivation	X	X	X	X
aptitude à la communication (interne et externe)	X	X	X	X
polyvalence	X	X	X	X
connaissance des matières traitées	X	X	X	X
qualité du service à l'utilisateur	X	X	X	X
capacité d'autonomie	-	X	X	X
capacité d'innovation	-	-	X	X
capacité de coordination	-	X	-	-
aptitude à la formation du personnel	-	-	-	X
aptitude à la gestion	-	-	-	X

⇒ mention d'évaluation globale :

- positive
- moyenne
- réservée
- négative. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège,

H. HASQUIN,

Président du Collège

E. TOMAS,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

Annexe II à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables
aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Annexe II de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Fonctionnaire pouvant être soumis à l'évaluation	Fonctionnaires désignés en tant que supérieurs hiérarchiques compétents pour inscrire les faits à la fiche individuelle, pour établir la proposition de mention globale provisoire et de la mention d'évaluation globale pour autant qu'ils aient reçu la mention d'évaluation globale « positive » ou « moyenne ».
NIVEAU 1 et 2+	
Rangs (14) et 13	Fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 15 au moins ou désignés pour l'exercice d'une fonction supérieure d'un grade du rang 15 au moins.
Rangs 11 et 10	Fonctionnaires titulaires d'un grade du rang 13 au moins ou désignés pour l'exercice d'une fonction supérieure d'un grade du rang 13 au moins.
Rangs (29) 28 - 27 et 26	Fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 10 au moins, comptant deux ans d'ancienneté de grade minimum et dont l'un est le supérieur hiérarchique immédiat.
NIVEAU 2 et 3	
Tous les rangs	Le supérieur hiérarchique immédiat fonctionnaire titulaire d'un grade de rang 24 au moins et le fonctionnaire titulaire d'un grade du rang 10 au moins comptant deux ans d'ancienneté de grade minimum.

Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège,

H. HASQUIN
Président du Collège.

E. TOMAS,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

Annexe III à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services
du Collège de la Commission communautaire française

Annexe II de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

« Annexe II - Echelles spéciales.

- Conseiller-chef de service avec 4 ans d'ancienneté de grade (R. 13), promu à partir des grades de médecin principal, d'ingénieur principal, de chargé de recherches principal ou de médecin spécialiste principal :

1.526.259 - 2.131.578

11 x 2 x 55.029

(Niv. 1)

- Conseiller-chef de service avec 4 ans d'ancienneté de grade (R. 13) :

1.232.759 - 2.003.165

14 x 2 x 55.029

(Niv. 1)

- Médecin spécialiste principal avec 8 ans d'ancienneté de grade (R. 11) :

1.357.137 - 1.944.856

11 x 2 x 53.429

(Niv. 1)

- Médecin spécialiste principal (R. 11) :
 - 1.296.957 - 1.819.734
 - 3 x 1 x 27.515
 - 8 x 2 x 55.029
 - (Niv. 1)
- Ingénieur principal, chargé de recherches principal et médecin principal avec 8 ans d'ancienneté de grade (R. 11) :
 - 1.296.957 - 1.819.734
 - 3 x 1 x 27.515
 - 8 x 2 x 55.029
 - (Niv. 1)
- Attaché principal, psychologue principal et ingénieur industriel principal avec 8 ans d'ancienneté de grade (R. 11) :
 - 1.049.442 - 1.560.186
 - 3 x 1 x 25.642
 - 11 x 2 x 39.438
 - (Niv. 1)
- Médecin spécialiste (R. 10) :
 - 1.177.845 - 1.659.231
 - 3 x 1 x 25.642
 - 9 x 2 x 44.940
 - (Niv. 1)
- Assistant administratif principal (R. 24), auparavant revêtu du grade de chef comptable des dépenses fixes :
 - 876.403 - 1.283.410
 - 2 x 1 x 11.002
 - 1 x 1 x 29.333
 - 1 x 2 x 11.002
 - 1 x 1 x 14.666
 - 2 x 2 x 29.333
 - 1 x 1 x 14.666
 - 1 x 1 x 25.667
 - 9 x 2 x 25.667
 - (Niv. 2)
- Adjoint de métier principal (R. 34), auparavant revêtu du grade d'ouvrier principal de 1ère classe : (34/S2)
 - 654.567 - 852.250
 - 3 x 1 x 8.904
 - 4 x 2 x 10.687
 - 9 x 2 x 14.247
 - (Niv. 3)
- Adjoint de métier principal (R. 34), auparavant revêtu du grade d'ouvrier principal de 1ère classe sous chef d'atelier : (34/S1)
 - 619.848 - 817.531
 - 3 x 1 x 8.904
 - 4 x 2 x 10.687
 - 9 x 2 x 14.247
 - (Niv. 3)
- Directeur scientifique (R. 16) (grade supprimé) :
 - 1.470.384 - 2.185.332
 - 13 x 2 x 54.996
 - (Niv. 1)

Vu pour être annexé à l'arrêté du 4 mars 1999 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège,

H. HASQUIN,
Président du Collège

E. TOMAS,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique.

Annexe IV à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables
aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française

Annexe III de l'arrêté du 13 avril 1995 du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut
pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française.

« FICHE DE TRAITEMENTS ET DE CARRIERE PECUNIAIRE

NOM :

PRENOM :

SERVICE ou
institution :

MATRICULE :

PRENOM :

GRADE (1) :

AGENT :

DEFINITIF :

Niveau :

STAGIAIRE :

Rang :

TEMPORAIRE :

CONTRACTUEL :

Date d'entrée en fonction à la CCF :

Echelle(s) barémique(s) et grade(s) successif(s) depuis le 01.01.1995 ou depuis la date d'entrée en fonction à la CCF (2)

Groupe barémique :

SERVICES ADMISSIBLES				NOM :		PRENOM :				
ORGANISME		GRADE(S) (2)		PERIODE(S)		SERVICES EQUIVALENTS		GROUPE A OF B	SERVICES INFÉRIEURES	
Dénomination	Nature (3)		Horaire	du	au inclus	Ans	Mois		Ans	Mois
Services équivalents :										
Services inférieurs :										
Services inférieurs transposés (2/3) :										
Total des services admissibles dans le groupe au										

NOM :

PRENOM :

TRAITEMENTS A ALLOUER

(5) (7)

Traitements barémiquess alloués auprès de la Commission communautaire française			Traitement barémique alloué aux agents de l'ex-province de Brabant (8)(2)			
Anciennetés pécuniaires	dates d'applications	montants annuels de base : (2) (Ech Bar :	montant annuel de base (2)	Bonification incorporée au traitement pour connaissance linguistique (2)	Traitement total (2)	Bonification forfaitaire pour diplôme (2)

I. Textes de référence :

- 13 avril 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 13 avril 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française;
- 13 avril 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 13 avril 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant le règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 13 avril 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 9 mai 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 9 mai 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les échelles de traitements des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 9 mai 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions administratives et pécuniaires relatives à certains membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française nommés à titre définitif à la date du 31 décembre 1994;
- 9 mai 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire réglant à titre transitoire la situation du personnel de la Province de Brabant transféré à la Commission communautaire française;
- 9 mai 1995 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française réglant à titre transitoire la situation du personnel des services du Gouvernement de la Communauté française transféré à la Commission communautaire française;
- 21 novembre 1996 - Décision du Collège du 21 novembre 1996 (point 33,3 du procès-verbal du Collège du 21.11.1996)
- 4 mars 1999 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 4 mars 1999 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 4 mars 1999 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif au classement hiérarchique des grades peuvent porter les fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;
- 4 mars 1999 - Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les échelles de traitement des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

II. Mentions à reprendre dans la fiche de traitements et de carrière

1. Dénomination du grade, indication du niveau et du rang à la date de la signature de la fiche de traitements et de carrière;
2. Références aux dispositions appliquées ou remarques éventuelles;
3. Secteur public ou secteur privé;

4. Indication des périodes où l'agent a perdu ses droits à l'avancement de traitement ou de service ou à la promotion, le motif et la référence aux dispositions appliquées;

5. Développement des échelles barémiques depuis le 1^{er} janvier 1995 ou la date d'entrée en service à la Commission communautaire française jusqu'à la date de la signature de la fiche de traitement et de carrière pécuniaire.

6. Page de la fiche de traitements et de carrière pécuniaire destinée aux agents de l'ancienne Commission française de la Culture, à ceux transférés de la Communauté française et à ceux engagés ou nommés par la Commission communautaire française;

7. Page de la fiche de traitements et de carrière pécuniaire destinées aux agents transférés de l'ancienne Province de Brabant;

8. Développement de l'échelle barémique du 1^{er} janvier 1995 au 31 décembre 1996

9. Signature par le Président du Collège et par le Membre du Collège chargé de la Fonction publique ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

Par le Collège,

H. HASQUIN,
Président du Collège,

E. TOMAS,

Membre du Collège, Chargé de la Fonction publique.

VERTALING

N. 99 — 885

[C - 99/231111]

4 MAART 1999. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verscheidene wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 79 en 79 bis, ingevoegd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet II van de Franse Gemeenschapsraad van 19 juli 1993 houdende toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 houdende toekenning van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van 3 februari 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de leidend ambtenaar van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de besluiten van 16 juli 1994, 15 september 1994, 22 december 1994, 13 april 1995 en 18 december 1997;

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd bij de besluiten van 4 juli 1996 en 11 december 1997;

Gelet op het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de protocols 97/29 van 23 december 1997, 98/16 van 9 juli 1998 en 99/2 van 11 februari 1999 van het Sectorcomité XV Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 1998;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, gegeven op 14 mei 1998;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 over het verzoek om advies binnen de maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 december 1998, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt;

Besluit :

HOOFDSTUK I — Algemene bepaling

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van 3 februari 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de leidend ambtenaar van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 2. In artikel 1, van het besluit van 3 februari 1994 van de Franse Gemeenschapscommissie houdende delegatie van bevoegdheden en ondertekening aan de leidend ambtenaar van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in 2°, 4°, 5° en 11°, worden de woorden « ambtenaren van niveau 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 »;

2) in 7°, worden de woorden « ambtenaren van niveau 1, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « ambtenaren van niveau 1, 2+, 2 en 3 »;

HOOFDSTUK III - *Wijziging in het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

Art. 3. In artikel 3 van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt de volgende zin ingevoegd :

« - besluit betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement : het besluit van 25 februari 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie ».

Art. 4. Artikel 6 van ditzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De ambtenaren worden benoemd volgens graden die hiërarchisch worden verdeeld volgens vier niveaus en in rangen die bij besluit door het College zijn vastgesteld.

De vier niveaus die overeenkomen met de daartegenover vermelde vereiste onderwijsniveaus zijn de volgende :

- niveau 1 : universitair onderwijs en hoger onderwijs van het lange type van universitair niveau;
- niveau 2+ : hoger onderwijs van het korte type;
- niveau 2 : hoger middelbaar onderwijs;
- niveau 3 : geen diploma of getuigschrift. »

Art. 5. In artikel 18 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1) § 1, eerste lid , 4°, wordt opgeheven;
- 2) § 1, derde lid, wordt opgeheven;
- 3) in § 2, worden de woorden « 4° en » geschrapt.

Art. 6. In artikel 31, §4, van ditzelfde besluit wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting ».

Art. 7. In artikel 32 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1) in het eerste lid wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting »;

2) in het tweede, derde en vierde lid worden de woorden « ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door « ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 ».

Art. 8. In artikel 35, eerste en tweede lid, van ditzelfde besluit wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting ».

Art. 9. In artikel 36, §2 van ditzelfde besluit worden de woorden « ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door « ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 ».

Art. 10. In artikel 37 van ditzelfde besluit wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting ».

Art. 11. In artikel 38, §1, eerste lid, wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting ».

Art. 12. In artikel 39, §1, wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting ».

Art. 13. In artikel 40, §2, wordt het woord « opleidingsdirecteur » vervangen door « verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting ».

Art. 14. In artikel 41 van ditzelfde besluit worden de woorden « ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door « ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3 ».

Art. 15. Artikelen 49 tot 52 van ditzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 49. Het College benoemt een adviseur-hoofd van dienst die belast is met de functies als verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting.

Art. 50. Voorafgaand aan zijn benoeming dient de verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting in het bezit te zijn van een bekwaamheidsattest, dat afgeleverd wordt na een opleidingscursus waarvan het College de nadere regelen vaststelt.

De kandidaten die door de Directieraad in aanmerking worden genomen onder de in artikel 49 bedoelde ambtenaren en die een globale « positieve » vermelding hebben gekregen, kunnen deelnemen aan de opleidingscursus.

Maximum zes kandidaten volgen de in het vorige lid bedoelde opleidingscursus.

De kandidaten wier deelname aan de opleidingsperiode werd geweigerd, kunnen binnen de 15 werkdagen na de kennisgeving van de beslissing beroep indienen bij de Stagecommissie bedoeld in artikel 40, § 1. Deze doet uitspraak binnen de 15 werkdagen.

Art. 51. De verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting oefent exclusief elke opdracht uit die betrekking heeft op de opleiding en voorlichting.

Onverminderd de andere opdrachten die hij in het kader van die aangelegenheden kan krijgen, is hij belast met :

1. de opmaak van de onthaalprogramma's;
2. de begeleiding en controle van de stagiairs;
3. de opmaak van een meerjarenopleidingsplan;
4. de organisatie van de voorgeschreven opleidingen voor de bevordering in rang 25, 22 en 35;
5. de organisatie van de opleidingen voor de ambtenaren die het voorstel inzake voorlopige globale vermelding en de vermelding van globale evaluatie dienen op te stellen overeenkomstig bijlage II van dit besluit;

- 6. de organisatie van de noodzakelijke vervolmakingscursussen voor de ambtenaren;
- 7. de organisatie van de opleidingen die zijn vereist voor de toelatingsexamens;
- 8. de opmaak van de voorstellen tot aanduiding van de bijzitters van de Commissie voor de evaluatie van de verworven kennis;
- 9. de opmaak van een strategisch plan voor de interne en externe communicatie.

Het meerjarenopleidingsplan wordt onderworpen aan syndicale onderhandelingen.

Art. 52. Als overgangsmaatregel wordt de ambtenaar die eerst is aangeduid als verantwoordelijke voor de opleiding en de voorlichting vanaf de datum dat dit besluit in werking treedt, vrijgesteld van het bekwaamheidsattest bedoeld in artikel 50 voor een periode van vijf jaar die een aanvang neemt bij zijn aanstelling.

De in het eerste lid bedoelde ambtenaar wordt ambtshalve in aanmerking genomen door de Directieraad om deel te nemen aan de eerste opleiding bedoeld in artikel 50.

Indien de in het eerste lid bedoelde ambtenaar het bekwaamheidsattest, bedoeld in artikel 50, behaalt, wordt hij als verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting benoemd.

Indien na afloop van een periode van vijf jaar die een aanvang neemt bij de inwerkingtreding van het College tot instelling van een bekwaamheidsattest bedoeld in artikel 50, de in het eerste lid bedoelde ambtenaar dit niet behaald heeft, neemt zijn opdracht een einde vanaf de benoeming van de verantwoordelijke voor de opleiding en voorlichting overeenkomstig artikel 49 ».

Art. 16. Artikel 54, § 2, van ditzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

Art. 16. Artikel 54, § 2, van ditzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. De bevordering door verhoging in graad kan ondergeschikt worden gemaakt aan het welslagen van een opleiding ».

Art. 17. In artikel 55, van ditzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht.

1) in § 1, worden de woorden « de examens voor de verhoging in graad en » worden geschrapt;

2) worden ingelast, een § 3 en § 4, luidend als volgt : « § 3. De dienst opleiding van de diensten van het College organiseert datgene wat betrekking heeft op het welslagen van een opleiding voor de bevordering via een verhoging in graad of volgens de regels van de vlakke loopbaan ».

« § 4. Het College bepaalt de nadere regels voor het welslagen van de opleidingen die zijn vereist voor de bevordering door verhoging in graad of volgens de regels van de vlakke loopbaan wanneer dit vereist is voor de overgang naar bepaalde graden. »

Art. 18. Artikel 58 van ditzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 59 van ditzelfde besluit worden de woorden « in de artikelen 57 en 58 » vervangen door de woorden « in artikel 57 ».

Art. 20. Artikel 60 van ditzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art.60. Onder de voorwaarden, vastgesteld door het College, worden de betrekkingen van rang 16 bij volmacht toegekend aan een ambtenaar van niveau 1 die de vermelding « positieve » globale evaluatie voor een duur van 5 jaar heeft ontvangen. »

Art. 21. In artikel 61, eerste lid, van ditzelfde besluit worden de woorden « tot een examen voor de verhoging in graad of » geschrapt.

Art. 22. In artikel 62, derde lid, van ditzelfde besluit, worden de woorden « van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « van de niveaus 2+, 2 en 3. »

Art. 23. In artikel 63, vierde lid, van ditzelfde besluit, worden de woorden « van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « van de niveaus 2+, 2 en 3. »

Art. 24. In artikel 64, tweede lid, van ditzelfde besluit, worden de woorden « van de niveaus 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « van de niveaus 2+, 2 en 3. »

Art. 25. Artikelen 78 tot 86, met de vermelding « Deel X- Evaluatie », van ditzelfde besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Deel X - Evaluatie

Art. 78. De evaluatie dient de kwaliteit van de openbare dienst te verzekeren en het bestuur te informeren over de waarde van de ambtenaar. Ze geeft het de mogelijkheid een balans op te maken van diens beroepsolutie. Ze is verplicht voor elke ambtenaar.

Art. 79. § 1. Van de evaluatie wordt persoonlijk kennis gegeven en dit minstens eenmaal om de twee jaar en minstens één jaar na een bevordering of een nieuwe benoeming.

§ 2. Wanneer de « positieve » globale evaluatievermelding wordt toegekend, bevestigt het bestuur de kennisgeving van de reeds bestaande vermelding.

§ 3. Wanneer de « gemiddelde » globale evaluatievermelding wordt toegekend, kan op verzoek van de ambtenaar worden overgegaan tot een nieuwe evaluatie een jaar na de toekenning van die vermelding.

§ 4. Wanneer de vermelding globale evaluatie « met voorbehoud » wordt toegekend kan op verzoek van de ambtenaar of van diens rechtstreekse hiërarchische meerdere worden overgegaan tot een nieuwe evaluatie een jaar na de toekenning van die vermelding.

§ 5. Wanneer de « negatieve » globale evaluatievermelding wordt toegekend, wordt ambtshalve overgegaan tot een nieuwe evaluatie een jaar na de toekenning van deze vermelding.

§ 6. Wanneer de « negatieve » globale evaluatievermelding wordt toegekend, stelt de Directieraad een specifieke opleiding voor en onderzoekt hij de mogelijkheden om van functie te veranderen. Alvorens enige beslissing te nemen, hoort de Directieraad de ambtenaar die een « negatieve » globale evaluatie heeft gekregen.

§ 7. Wanneer de « negatieve » globale evaluatievermelding tweemaal achter elkaar wordt toegekend, kan het College beslissen om een einde te maken aan de betrekking door de vaststelling van de beroepsongeschiktheid.

Art. 80. § 1. De evaluatie gebeurt collegiaal door twee hiërarchische meerderen.

§ 2. Voor de niveaus 2 en 3 is dat enerzijds de rechtstreekse hiërarchische meerdere met minstens rang 24 en anderzijds de rechtstreekse hiërarchische meerdere van niveau 1 van wie de ambtenaar afhangt volgens bijlage II van dit besluit.

§ 3. Voor de niveaus 1 en 2+ zijn dit twee ambtenaren van niveau 1 : de rechtstreekse hiërarchische meerdere en de adviseur-hoofd van dienst of de ambtenaar die de leiding heeft over het bestuur waarvan de ambtenaar afhangt volgens bijlage II van dit besluit.

Art. 81 § 1. Voor elk criterium krijgt de ambtenaar één van de volgende evaluatievermeldingen :

- positief;
- gemiddeld;
- met voorbehoud;
- negatief.

§ 2. De toekenning van de globale evaluatievermelding gebeurt volgens de meerderheid van de criteria vermeld in bijlage I van dit besluit. Bij gelijkheid bepaalt de Directieraad de globale evaluatievermelding.

§ 3. Bij ontstentenis van enige vermelding op de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt ervan uitgegaan dat de ambtenaar een « positieve » globale evaluatievermelding heeft gekregen, die ten vroegste op 1 januari 1995 uitwerking heeft.

§ 4. De signalementsvermeldingen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn toegekend krachtens een ander evaluatiesysteem worden omgezet in het nieuwe systeem en ter kennis gebracht van de desbetreffende ambtenaar.

Art. 82. Vóór de evaluatie is er een gesprek tussen de evaluatoren en de geëvalueerde persoon.

Voor de ambtenaren van niveau 2 en 3 gebeurt dit gesprek met de ambtenaren bedoeld in artikel 80, § 2; voor de ambtenaren van niveau 1 en 2+ gebeurt dit onderhoud met die bedoeld in artikel 80, § 3.

Het verslag van het evaluatiegesprek wordt bezorgd aan de ambtenaar. Deze kan zijn commentaar neerschrijven binnen de 15 werkdagen die volgen op de bezorging van dit verslag en deze aan zijn evaluatoren bezorgen.

De voorlopige globale vermelding wordt door de evaluatoren voorgesteld aan het Directiecomité.

De Directieraad kent de definitieve globale vermelding toe na de ambtenaar op diens verzoek te hebben gehoord en geeft hiervan kennis.

Art. 83. § 1. Indien de ambtenaar niet kan instemmen met de gemiddelde globale vermelding waarvan hem kennis is gegeven, heeft hij het recht beroep ten gronde in te dienen bij de Directieraad die uitspraak doet binnen de twee maanden nadat dit is voorgelegd.

De ambtenaar heeft het recht te worden gehoord en te worden bijgestaan door iemand naar zijn keuze.

De leden van de Directieraad mogen beraadslagen noch deelnemen aan de stemming indien ze op eender welke manier betrokken zijn geweest bij de evaluatieprocedure van de ambtenaar. De ambtenaar heeft eveneens het recht om binnen de 15 werkdagen na de kennisgeving beroep over de vorm in te dienen bij de Beroepscommissie voor evaluatie.

§2. Indien de ambtenaar niet kan instemmen met de globale vermelding 'met voorbehoud' of de negatieve globale vermelding waarvan hem kennis is gegeven, kan hij binnen de 15 werkdagen die volgen op de kennisgeving zich wenden tot de Beroepscommissie voor evaluatie.

De ambtenaar verschijnt in persoon en kan zijn bemerkings kenbaar maken; hij kan zich laten bijstaan door een persoon naar keuze. Het beroep is opschortend.

De Beroepscommissie voor evaluatie is dezelfde voor de diensten van het College en de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie. Ze is paritair samengesteld uit :

- 1° minstens zes ambtenaren van minstens rang 13, aangeduid door het College;
- 2° een gelijk aantal leden aangeduid door de representatieve syndicale organisaties a rato van 2 leden per organisatie.

De leden van de Beroepscommissie voor evaluatie mogen beraadslagen noch deelnemen aan de stemming indien ze op eender welke manier betrokken zijn geweest bij de evaluatieprocedure van de ambtenaar.

De Commissie doet uitspraak binnen de zes maanden nadat de zaak haar is voorgelegd. Tegen haar beslissing is geen beroep mogelijk.

De Commissie bepaalt haar huishoudelijk reglement, dat door het College wordt goedgekeurd.

Art. 84. Het individuele evaluatiedossier omvat :

- 1° een identificatiefiche (naam, voornaam, adres);
- 2° een loopbaanfiche (verloop van de administratieve loopbaan);
- 3° een opleidingsfiche;
- 4° een individuele fiche met de feiten of vaststellingen betreffende de uitoefening van de functie, opgetekend door de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie; ze dienen naar behoren te zijn gevisieerd of geannoteerd door de desbetreffende ambtenaar;
- 5° de omschrijving van de door de ambtenaar uitgeoefende functie;
- 6° het syntheseverslag van het evaluatiegesprek;
- 7° het evaluatierapport.

De ambtenaar kan jaarlijks op 1 januari de hiërarchische meerderen die bevoegd zijn voor de evaluatie verzoeken om de wijziging van de omschrijving van de door hem uitgeoefende functie.

Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt bepaalt het model van de elementen van het individuele evaluatiedossier die zijn bedoeld in het eerste lid.

Art. 85. Het in artikel 84 bedoelde individuele evaluatiedossier wordt bewaard op de personeelsdienst, die geheimhouding dient te bewaren over de inhoud ervan. Een afschrift van de identificatie-, loopbaan- en opleidingsfiche alsook van de analyse van de door de ambtenaar uitgeoefende functie wordt bezorgd aan de dienst opleiding en voorlichting.

De dienst opleiding en voorlichting wordt op de hoogte gebracht van de voorstellen inzake specifieke opleiding, bedoeld in artikel 79, § 6.

Art. 86. In afwijking op artikelen 79 tot 85 gebeurt de evaluatie van de ambtenaren met rang 15 of 16 volgens een bijzondere procedure die door het College wordt vastgesteld. »

Art. 26. In artikel 87 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de toepassing van de wettelijke bepalingen die uitgaan van de anciënniteit wordt de volgorde van voorkeur tussen ambtenaren wier anciënniteit dient te worden vergeleken opgesteld als volgt :

1° de ambtenaar met de grootste ranganciënniteit;

2° bij gelijke ranganciënniteit : de ambtenaar met de grootste graadanciënniteit;

3° bij gelijke rang- en graadanciënniteit : de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit;

4° bij gelijke rang-, graad- en dienstanciënniteit : de oudste ambtenaar ».

2° in § 2 wordt het woord « graadanciënniteit » gevoegd tussen de waarden « rang » en « anciënniteit ».

Art. 27. In artikel 88 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in §§ 1 en 2 wordt het woord « rang » gevoegd voor het woord « anciënniteit ».

2° in § 1, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Wat betreft de vrijwillige onderbreking, dient de onderbreking in de tijd minstens één dag te omvatten ».

Art. 28. In artikel 89 van ditzelfde wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Voor de deeltijdse prestaties gebeurt de berekening van de anciënniteit a rato van de verrichte prestaties ».

Art. 29. In artikel 90 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De werkelijke diensten zijn de diensten die zijn geleverd in een administratieve stand, die bij de geldende bepalingen, een activiteitswedde garanderen of bij onstentenis daarvan, het behoud van de aanspraak op bevordering tot een hogere wedde ».

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende woorden :

« minstens één dag ».

Art. 30. Aan artikel 98 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « van niveau 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « 2+, 2 en 3 »;

2° in het derde lid worden de woorden « door het personeelsreglement » vervangen door de woorden « door het besluit betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelreglement ».

Art. 31. In artikel 99, § 1 van ditzelfde besluit worden de woorden « door het personeelsreglement » vervangen door de woorden « door het besluit betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelreglement ».

Art. 32. In artikel 100 van ditzelfde besluit wordt het woord « werk » geplaatst voor « dagen ».

Art. 33. Artikel 101 van ditzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art.101 : de ambtenaar voor wie een andere tuchtsanctie dan de blaam definitief wordt voorgesteld, kan binnen de vijftien werkdagen vanaf de kennisgeving beroep indienen bij de Beroepskamer die een gemotiveerd advies uitbrengt vóór enige beslissing van de overheid die bevoegd is om de sanctie op te leggen ».

Art. 34. In artikel 110 van ditzelfde besluit wordt het woord « werk » gevoegd voor het woord « dagen ».

Art. 35. In artikel 126 van ditzelfde besluit wordt het woord « werk » gevoegd voor het woord « dagen ».

Art. 36. In artikel 129, § 1, van ditzelfde besluit wordt het woord « werk » gevoegd voor het woord « dagen ».

Art. 37. In artikel 132, § 1, van ditzelfde besluit wordt het woord « werk » gevoegd voor het woord « dagen ».

Art. 38. In artikel 135, vierde lid, van ditzelfde besluit wordt het woord « werk » gevoegd voor het woord « dagen ».

Art. 39. Een artikel 148bis wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 148bis De overgehevelde ambtenaren van de Provincie Brabant behouden ten persoonlijkten titel het recht op verlofdagen, andere dan wettelijke, waarop ze bij wet recht hadden op 31 december 1994.

De voornoemde verlofdagen worden jaarlijks opgeteld en gevoegd bij de wettelijke verlofdagen van elke desbetreffende ambtenaar. Ze worden onder dezelfde voorwaarden en hoedanigheden genomen.

Art. 40. In artikel 161, van ditzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « negatieve evaluatie bedoeld in artikel 81 » vervangen door de woorden « globale negatieve evaluatievermelding », bedoeld in artikel 81 »;

2° in § 1, eerste lid, worden de woorden « voor de beroepskamer bedoeld in artikel 117 » vervangen door de woorden « voor de Beroepscommissie voor de evaluatie » bedoeld in artikel 83 »;

3° in § 2, tweede lid, wordt het woord « werk » gevoegd voor « dagen ».

Art. 41. Bijlage I- Evaluatierapport van ditzelfde besluit wordt vervangen door bijlage I bij dit besluit.

Bijlage II bij dit besluit wordt gevoegd bij bijlage II - hiërarchische meerderen bevoegd voor de evaluatie - in ditzelfde besluit.

HOOFDSTUK IV. — Wijziging aan het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 42. Artikel 3 van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het geldelijk statuut van de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt aangevuld met hetvolgende lid :

« De geldelijke toestand van elk personeelslid wordt vastgesteld op een wedde- en geldelijke loopbaanfiche die is opgesteld overeenkomstig het model dat is vastgesteld in bijlage III van dit besluit en ondertekend door de Voorzitter van het College en door het Lid van het College belast met Openbaar Ambt ».

Art. 43. In artikel 5, tweede lid, van ditzelfde besluit worden de woorden « krijgt een schaal vermeld » vervangen door de woorden « krijgt een of meerdere schalen vermeld ».

Art. 44. In artikel 7 van datzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van een van de vijf niveaus, aangeduid met de cijfers 1, 2+, 2, 3 en 4 » vervangen door de woorden « van een van de vier niveaus, aangeduid met de cijfers 1, 2+, 2 en 3 ».

2° het derde lid wordt vervangen door hetvolgende lid :

« de schalen van de niveaus 3, 2 en 2+ behoren tot groep A; de schalen van niveau 1 behoren tot groep B. »

Art. 45. In artikel 15 van ditzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde en vijfde lid wordt het woord « volledige » geschrapt.

2° in het vierde lid worden de woorden « en met volledige prestaties » geschrapt.

3° in het zesde lid worden de woorden « en die voltijds gepresteerd zijn » geschrapt.

4° in het zevende lid worden de woorden « als volledig » geschrapt.

Art. 46. Artikel 26 van ditzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De toekenning van de « negatieve » globale evaluatievermelding blokkeert elke tussenverhoging in de weddeschaal van de desbetreffende ambtenaar tot de toekenning van de volgende globale evaluatievermelding. »

Art. 47. Bijlage II- speciale schalen, van ditzelfde besluit, wordt vervangen door bijlage III van dit besluit.

Bijlage IV van dit besluit vormt bijlage III- wedde- en loopbaanfiche- van datzelfde besluit.

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitoefening van een hogere functie in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 48. Artikel 5, derde lid van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitoefening van een hogere functie in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, word vervangen door hetvolgende lid :

« De aanduiding voor de uitoefening van een hogere functie in een betrekking die overeenstemt met een graad in rang 20 is voorbehouden voor de ambtenaar met de hoogste graad in niveau 3 in een rang hoger dan rang 30. »

Art. 49. Artikel 49 , § 4, eerste lid, van ditzelfde besluit, wordt vervangen door hetvolgende lid :

« De aanduiding in de betrekkingen van niveaus 2+, 2 en 3 gebeurt door het Lid van het College belast met Openbaar Ambt of door de leidend ambtenaar die daartoe is gemachtigd, na gemotiveerd advies van de Directieraad, op voordracht van het hoofd van de dienst waaronder de betrokkene valt. »

HOOFDSTUK VI. — Opheffende en eindbepalingen

Art. 50. Worden opgeheven :

1. Het besluit van 17 juli 1991 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende administratieve en geldelijke bepalingen betreffende het personeel van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2. Het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende administratieve en geldelijke bepalingen betreffende bepaalde personeelsleden van de Diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die vastbenoemd zijn op 31 december 1994;

3. Het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende overgangsregeling van de toestand van het personeel van de Diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat is overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de artikelen 1 tot 5;

4. Het besluit van 9 mei 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende overgangsregeling van de toestand van het personeel van de Provincie Brabant dat is overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de artikelen 1 tot 5.

Art. 51. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998, met uitzondering van de artikelen 42, 45 en 47, tweede lid, die in werking treden op 1 januari 1995 en van de artikelen 26 tot 29, die in werking treden op 1 juni 1995.

Art. 52. Het Lid van het College belast met Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 maart 1999.

Namens het College,

H. HASQUIN.

Voorzitter van het College

E. TOMAS,

Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt.

Bijlage I bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Bijlage I van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

« EVALUATIECRITERIA

NIVEAUS CRITERIA	3 EN 2 (andere dan rang 35 of 25)	3 EN 2 V A N RANG 35 OF 25	2+	1
kwaliteit werk	X	X	X	X
werkvolume	X	X	X	X
motivatie	X	X	X	X
(interne en externe) communicatievaardigheid	X	X	X	X
polyvalentie	X	X	X	X
kennis van verwerkte stof	X	X	X	X
kwaliteit van de dienstverlening	X	X	X	X
zelfstandigheid	-	X	X	X
innoveringsvermogen	-	-	X	X
coördinatievermogen	-	X	-	-
geschiktheid tot opleiding van personeel	-	-	-	X
beheersbekwaamheid	-	-	-	X

⇒ globale evaluatievermelding :

- positief
- gemiddeld
- met voorbehoud
- negatief. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 4 maart 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Namens het College,

H. HASQUIN

Voorzitter van het College

E. TOMAS

Lid van het Colleg bevoegd voor Openbaar Ambt.

Bijlage II bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Bijlage II van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Ambtenaar die kan worden geëvalueerd	Ambtenaren die zijn aangeduid als hiërarchische meederen, bevoegd voor de optekening van de feiten in de individuele fiche, de opmaak van het voorstel voor de voorlopige globale vermelding en de globale evaluatievermelding in zoverre ze een « positieve » of « gemiddelde » globale evaluatievermelding hebben behaald.
NIVEAU 1 en 2+ Rangen (14) en 13	Ambtenaren met minstens een graad van rang 15 of aangeduid voor de uitoefening van een hogere functie met minstens een graad van rang 15
Rangen 11 en 10	Ambtenaren met minstens een graad van rang 13 of aangeduid voor de uitoefening van een hogere functie met minstens een graad van rang 13
Rangen (29) 28-27 en 26	Ambtenaren met minstens een graad van rang 10, met minimum twee jaar graadanciënniteit en van wie één de rechtstreekse hiërarchische meerdere is.
NIVEAU 2 en 3	De rechtstreekse hiërarchische meerdere met minstens een graad van rang 24 en de ambtenaren met minstens een graad van rang 10, met minimum twee jaar graadanciënniteit.
Alle rangen	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 4 maart 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Namens het College,

H. HASQUIN

Voorzitter van het College

E. TOMAS

Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt

Bijlage III bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren
van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Bijlage II van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

« Bijlage II - Bijzondere schalen

- Adviseur- hoofd van dienst met 4 jaar graadanciënniteit (R.13), bevordered vanaf de graad van eerstaanwend geneesheer, eerstaanwend vorser of eerstaanwend geneesheer-specialist :

1.526.259 - 2.131.578

11 x 2 x 55.029

(Niv.1)

- Adviseur-hoofd van dienst met 4 jaar graadanciënniteit (R.13) :

1.232.759 - 2.003.165

14 x 2 x 55.029

(Niv.1)

- Eerstaanwend geneesheer-specialist met 8 jaar graadanciënniteit (R.11) :

1.357.137 - 1.944.856

11 x 2 x 53.429

(Niv.1)

- Eerstaanwend geneesheer-specialist (R.11) :

1.296.957 - 1. 819.734

3 x 1 x 27.515

8 x 2 x 55.029

(Niv.1)

- Eerstaanwend ingenieur, eerstaanwend vorser en eerstaanwend geneesheer met 8 jaar graadanciënniteit (R.11) :

1.296.957 - 1.819.734

3 x 1 x 27.515

8 x 2 x 55.029

(Niv.1)

- Eerstaanwend attaché, eerstaanwend psycholoog en eerstaanwend industrieel ingenieur met 8 jaar graadanciënniteit (R.11) :

1.049.442 - 1.560.186

3 x 1 x 25.642

11 x 2 x 39.438

(Niv.1)

- Geneesheer-specialist (R.10) :

1.177.845 - 1.659.231

3 x 1 x 25.642

9 x 2 x 44.940

(Niv.1)

- Eerstaanwend bestuursassistent (R.24), tevoren met graad van hoofdboekhouder van de vaste uitgaven :

876.403 - 1.283.410

2 x 1 x 11.002

1 x 1 x 29.333

1 x 2 x 11.002

1 x 1 x 14.666

2 x 2 x 29.333

1 x 1 x 14.666

1 x 1 x 25.667

9 x 2 x 25.667

(Niv. 2)

- Eerstaanwend adjunct-vakman (R.34), tevoren met graad van eerstaanwend werkmán 1ste klasse (34/S2)

654.567 - 852.250

3 x 1 x 8.904

4 x 2 x 10.687

9 x 2 x 14.247

(Niv.3)

- Eerstaanwezend adjunct-vakman (R.34), tevoren met graad van eerstaanwezend werkman 1ste klasse : (34/S1)
619.848- 817.531
3 x 1 x 8.904
4 x 2 x 10.687
9 x 2 x 14.247
(Niv.3)
- Wetenschappelijk directeur (R.16) (geschrapte graad) :
1.470384 - 2.185.332
13 x 2 x 54.996
(Niv.1)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 4 maart 1999 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Namens het College,

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College

E. TOMAS,
Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt.

Bijlage IV bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Bijlage III van het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

« WEDDE- EN GELDELIJKE LOOPBAANFICHE

NAAM : VOORNAAM :
DIENST of instelling : STAMNUMMER :
VOORNAAM :
GRAAD (1) : AMBTENAAR : DEFINITIEF :
Niveau : STAGIAIR :
Rang : TIJDELIJK :
CONTRACTUEEL :

Datum van indiensttreding bij de FGC :
Baremascha(a)l(en) en opeenvolgende gra(a)d(en) sinds 01.01.1995 of sinds de datum van indiensttreding bij de FGC (2)
Baremagroep :

TOELAATBARE DIENSTEN				NAAM :		VOORNAAM :				
INSTELLING		GRA(A)DE(EN) (2)		PERIODE(S)		EQUIVALENTE DIENSTEN		GROEP A OF B	LAGERE DIENSTEN	
Benaming	Aard (3)		U u r - rooster	van	tot en met	Jaren	Maanden		Jaren	Maanden
Equivalentente diensten :										
Lagere diensten :										
Omgezette lagere diensten (2/3) :										
Totaal van de toelaatbare diensten in de groep in										

Naam :
VOORNAAM :

TOE TE KENNEN WEDDEN

(5) (7)

Baremische wedden toegekend bij de Franse Gemeenschapscommissie			Baremische wedden toegekend aan de ambtenaren van de voormalige provincie Brabant (8)(2)			
Geldelijke anciënniteit	toepassingsdata	jaarlijkse basisbedragen : (2) (Bar. wed :)	jaarlijks basisbedrag (2)	Taalpremie ingebouwd in de wedde (2)	Totale wedde (2)	Forfaitaire diplomapremie (2)

1. Referentieteksten :

- 13 april 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 13 april 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitoefening van een hogere functie in diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 13 april 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 13 april 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 13 april 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van het geldelijk statuut van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 9 mei 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden die ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen bekleden;
- 9 mei 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 9 mei 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende de administratieve en geldelijke bepalingen betreffende bepaalde personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie die vastbenoemd zijn op 31 december 1994;
- 9 mei 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende voorlopige regeling van de situatie van het personeel van de provincie Brabant dat is overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie;
- 9 mei 1995 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende voorlopige regeling van de situatie van het personeel van de diensten van de Franse Gemeenschapsregering dat is overgeheveld naar de Franse Gemeenschapscommissie;
- 21 november 1996 - Beslissing van het College van 21 november 1996 (punt 33,3 van de notulen van het College van 21.11.96);
- 4 maart 1999 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.
- 4 maart 1999 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4 maart 1999 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden die ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen bekleden;
- 4 maart 1999 - Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de weddeschalen van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

II. Te vermelden in de wedde- en loopbaanfiche

1. Benaming van de graad, vermelding van het niveau en van de rang op de datum dat de wedde- en loopbaanfiche wordt ondertekend;
2. Verwijzingen naar de toegepaste bepalingen of eventuele opmerkingen;
3. Overheidssector of privé-sector;
4. Vermelding van de periodes tijdens welke de ambtenaar zijn recht op verhoging van wedde of dienst of op bevordering verloren heeft, de reden en de verwijzing naar de toegepaste bepalingen;
5. Evolutie van de baremaschalen sinds 1 januari 1995 of de datum van indiensttreding bij de Franse Gemeenschapscommissie tot op de datum dat de wedde- en geldelijke loopbaanfiche wordt ondertekend;
6. Bladzijde van de wedde- en geldelijke loopbaanfiche voor de ambtenaren van de vroegere Franse Cultuurcommissie, voor diegenen die van de Franse Gemeenschap zijn overgeheveld en voor diegenen die aangeworven of benoemd zijn door de Franse Gemeenschapscommissie;

7. Bladzijde van de wedde- en geldelijke loopbaanfiche voor de ambtenaren die zijn overgeheveld van de voormalige provincie brabant;

8. Evolutie van de baremaschaal van 1 januari 1995 tot 31 december 1996;

9. Handtekening van de Voorzitter van het college en van het Lid van het College belast met Openbaar Ambt ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van verschillende wettelijke bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Namens het College,

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College

E. TOMAS,
Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt.



F. 99 — 886

[C - 99/31108]

4 MARS 1999. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant des dispositions relatives aux formations donnant accès à un grade des rangs 25, 22 et 35

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 79 et l'article 79bis, insérés par la loi spéciale du 16 juillet 1993,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4;

Vu les protocoles 97/29 du 23 décembre 1997 et 98/16 du 9 juillet 1998 du Comité du Secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 14 mai 1998;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française, du 17 juillet 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 7 décembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Disposition générale

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE II. — De la formation

Art. 2. Peuvent participer à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 25, les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 24 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Peuvent participer à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 22, les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 20 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Peuvent participer à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 35, les fonctionnaires titulaires d'un grade de rang 34 qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Art. 3. Peuvent participer, à titre transitoire, à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 25, les fonctionnaires qui, à la date du 1^{er} septembre 1998, sont titulaires d'un grade de rang 22 et qui comptent une ancienneté de niveau d'au moins 15 ans.

Peuvent participer, à titre transitoire, à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 22, les fonctionnaires qui, à la date du 1^{er} septembre 1998, sont titulaires d'un grade de rang 20 ou 21 et qui comptent une ancienneté de grade d'au moins 3 ans.

Peuvent participer, à titre transitoire, à la formation requise pour la promotion à un grade de rang 35, les fonctionnaires qui, à la date du 1^{er} septembre 1998, sont titulaires d'un grade de rang 32 ou 33, et qui comptent une ancienneté de niveau d'au moins 15 ans.

Art. 4. La formation est organisée par le responsable de la formation et de l'information des services du Collège. Elle sera entamée pour la première fois dans le courant du dernier trimestre 1998 et aura lieu ultérieurement toutes les années impaires, à partir de 2001.

La formation est confiée à des formateurs extérieurs aux services du Collège, désignés conformément aux dispositions des réglementations relatives aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 5. La formation se compose de deux modules pour chaque rang de promotion, d'une durée totale de 6 jours.

Pour la promotion à un grade de rang 25, la formation comporte :

1° un module sur la rédaction administrative;

2° un module sur la gestion des conflits.

Pour la promotion à un grade de rang 22, la formation comporte :

1° un module d'initiation à l'informatique;

2° un module sur l'organisation du travail.